

NATIONS UNIES

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES - CEPALC**



Distr.
LIMITÉE

LC/MEX/L.442
11 Août 2000

ORIGINAL: ESPAGNOL

HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 1999

Notes explicatives

Dans le présent document les conventions suivantes ont été adoptées:

- Un signe moins (-) indique déficit ou diminution, sauf autre spécification.
- Le point (.) est utilisé pour séparer les décimales.
- Le trait oblique (/) indique une année agricole ou fiscale (par exemple, 1970/1971).
- Le trait d'union (-) entre des chiffres qui expriment des années (par exemple, 1970-1973) indique qu'il s'agit de toute la période considérée, les deux années comprises.
- Le mot "tonnes" indique des tonnes "métriques", et le mot "dollars" se réfère aux dollars des Etats Unis, sauf indication contraire.
- Sauf indication contraire, les références aux taux annuels de croissance ou variation correspondent aux taux annuels composés.
- Du fait que l'on arrondisse parfois les chiffres, les données partielles et les pourcentages présentés dans les tableaux ne s'élèvent pas toujours au total correspondant.

Dans les tableaux les signes suivants sont également utilisés:

- Trois points (...) indiquent que les données manquent ou ne sont pas jointes séparément.
- La raie (—) indique que la quantité est nulle ou insignifiante.
- Un espace en blanc indique que le concept dont il s'agit n'est pas applicable.

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente.....	1
2. La politique économique et les réformes structurelles.....	2
a) La politique fiscale.....	2
b) La politique monétaire.....	3
c) La politique de change	4
d) Les réformes structurelles	5
3. Évolution des principales variables.....	5
a) L'activité économique.....	5
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi.....	7
c) Le secteur externe.....	7
<u>Annexe statistique</u>	11

TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
1 Principaux indicateurs économiques, 1991-1999.....	13
2 Principaux indicateurs trimestriels, 1997-1999.....	15
3 Offre et demande globales, 1994-1999	16
4 Produit intérieur brut par principaux secteurs, aux prix du marché, 1995-1999	17
5 Indicateurs de la production agricole et de l'élevage, 1994-1999	18
6 Indicateurs de la production industrielle, 1994-1999.....	19
7 Evolution de la production et de la consommation d'électricité, 1994-1999...	20
8 Principaux indicateurs du commerce extérieur de biens, 1990-1999.....	21
9 Exportations de biens fob, 1994-1999	22
10 Importations de biens cif, 1994-1999	23
11 Balance des paiements (présentation analytique), 1994-1999	24
12 Évolution du taux de change, 1990-1999.....	25
13 Indicateurs de l'endettement externe, 1990-1999	26

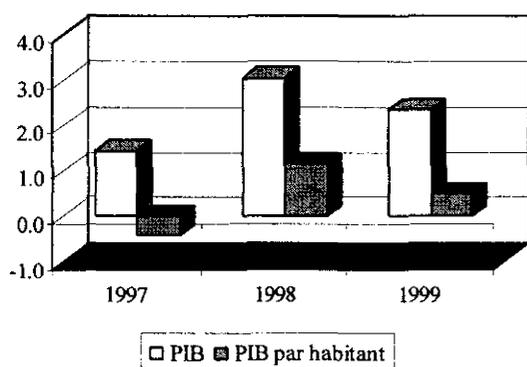
<u>Tableau</u>		<u>Page</u>
14	Évolution des prix intérieurs, 1992-1999.....	27
15	Évolution des prix à la consommation, 1994-1999	28
16	Évolution des rémunérations, 1990-1999.....	29
17	Indicateurs monétaires, 1994-1999	30
18	Recettes et dépenses du gouvernement central, 1995-1999.....	31

HAÏTI : ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 1999

1. Caractéristiques générales de l'évolution récente

En 1999¹ l'économie d'Haïti a enregistré une faible croissance (2,3%), étant donné la magnitude des retards accumulés au cours des dernières années. Les indicateurs qui permettent d'apprécier la stabilité macroéconomique montrent un comportement favorable dans l'ensemble, avec un taux d'inflation d'un chiffre (9,9%) la deuxième année consécutive, le déficit fiscal est équivalent à 2,5% du produit, le taux de change pratiquement stable et la balance des paiements équilibrée. Les secteurs traditionnellement les plus dynamiques ces dernières années —construction et sous-traitance— ont enregistré une progression peu significative, et dans plusieurs cas très inférieure à celle de l'année précédente.

Graphique 1
LA CROISSANCE EST ENCORE FAIBLE
(Taux de variation)



Le manque de financement externe, dû aux difficultés politiques qui sont toujours présentes dans le panorama national, a été un facteur important du faible développement de l'économie. Malgré la nomination d'un premier ministre en janvier 1999 et la constitution du cabinet ministériel en mars, les conditionnalités des décaissements de l'aide externe, associées à l'exercice effectif d'un nouveau corps législatif, ont retardé les projets liés aux principales sources internationales de financement : le Fonds monétaire international (FMI), La Banque interaméricaine de développement (BID) et l'Union européenne.

Par contre, les recettes externes en matière de transferts courants ont augmenté, en particulier la composante des transferts privés sans contrepartie, qui continuent à être une source de devises considérable pour l'économie, d'autant plus que les dons ont subi une réduction de plus de 100 millions de dollars.

Finalement, les dommages occasionnés par le cyclone Georges en septembre 1998, qui s'élèvent à près de 0,3% du produit intérieur brut (PIB), ont conduit à une redistribution des faibles ressources publiques au cours de l'exercice fiscal analysé.

Au premier semestre de l'année fiscale en cours (1999-2000), plusieurs signes semblent indiquer une tendance peu favorable pour l'économie nationale. En effet, les restrictions externes sont toujours en vigueur. Le second ajournement du calendrier électoral des élections législatives —programmées pour le mois de mars du 2000— n'a pas levé les restrictions qui y sont attachées. D'autre part, la singularité de la conjoncture politique et le conflit potentiel entre l'exécutif et les principaux partis politiques ne permettent pas de prévoir clairement l'issue de la situation, et le comportement de certains indicateurs macroéconomiques —taux de change, inflation, et évolution fiscale— augure une faible progression pour cette année, étant donné les conditions structurelles de l'économie

haïtienne. Face à l'incertitude du panorama politique et au manque de financement externe, les agents économiques, tant publics que privés, ont substantiellement révisé leurs attentes.

A la moitié de la nouvelle année fiscale, on observe déjà, dans le cas du secteur public, que le crédit net (819,5 millions de gourdes) de la Banque de la République d'Haïti (BRH) au gouvernement atteint presque les sommes prévues pour toute l'année fiscale, alors que l'offre monétaire au sens large enregistre une augmentation de 9% et que l'inflation et le taux de change présentent des signes

préoccupants. Le processus de modernisation-privatisation des entreprises publiques est toujours en attente.

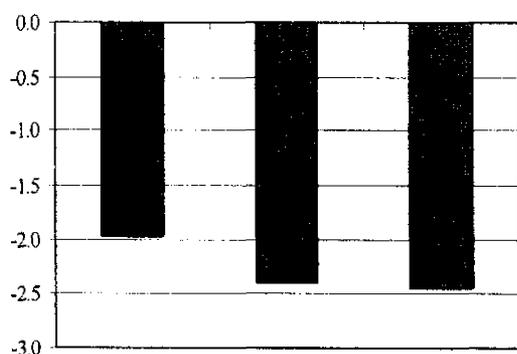
La situation politique actuelle² loin d'offrir des perspectives garantes d'une issue plus favorable pour l'économie, assigne de nouveau au politique un rôle prépondérant dont l'impact sur le fonctionnement global de l'économie pendant cette année fiscale, déjà à la fin du premier semestre, ne peut être que contractionniste; en particulier, les sources possibles de financement externe du budget sont aléatoires.

2. La politique économique et les réformes structurelles

a) La politique fiscale

La troisième année consécutive (depuis l'exercice fiscal 1996-1997), le budget des dépenses a été fixé au même niveau, faute d'un nouveau corps législatif qui puisse le modifier. Pour la période analysée (1998-1999), le déficit fiscal s'est élevé à 2,5% du PIB, taux légèrement supérieur à celui de l'exercice précédent de 1997-1998 (2,4%), et a été couvert presque exclusivement par la BRH.

Graphique 2
LE DÉFICIT FISCAL DEMEURE STABLE
(Pourcentage du PIB)



Jusqu'au troisième trimestre la politique fiscale a obtenu des résultats conformes aux objectifs établis avec le FMI, dans le cadre du *Staff-Monitored Programs (SMP)*,³ et a permis d'obtenir des recettes 2,5% supérieures aux prévisions, résultat où l'on remarque

l'importance des recettes en transferts courants (207 millions de gourdes), dépassant de 38% les dispositions prises avec le FMI.

Le comportement favorable des recettes du secteur public est dû en grande partie au dynamisme des recettes douanières (18%), de la contribution directe (35%) et indirecte (13%), très fortement concentrées dans la capitale qui apporte près de 90% du total des recettes fiscales. Pour leur part, les transferts des entreprises publiques ont presque doublé les montants de l'année fiscale précédente; cependant, en termes réels —déflactés par les niveaux des prix—, ce niveau est encore 40% inférieur à celui obtenu en 1996.

Les réformes engagées dans l'entreprise publique Autorité Portuaire Nationale (APN) ont permis de quadrupler les recettes nominales de l'année précédente de la rubrique correspondante. La politique fiscale repose sur la contribution indirecte et les taxes sur le commerce extérieur. Alors que les taxes sur le chiffre d'affaires (TCA)⁴ représentent près de 41% des recettes fiscales, les impôts directs y contribuent seulement pour 14%. Cette situation est imputable essentiellement à une base d'imposition directe réduite, aux revenus amenuisés de la population, ainsi qu'à l'ampleur du secteur informel qui prédomine dans l'économie nationale.

Cependant, au dernier trimestre, tant les dépenses d'investissement (611 millions de

gourdes, qui ont presque doublé les objectifs établis), que le poste de compte courant (à forte composante discrétionnaire des ministères) ont dépassé les prévisions, raisons pour lesquelles les dépenses dans leur ensemble ont été 7,5% supérieures aux objectifs fixés pour l'exercice fiscal. Il faut signaler que les dépenses d'investissement du secteur public ont dépassé d'environ 30% nominal (11% réel) les montants de l'année précédente.

La réduction d'environ 8% des employés de la fonction publique, dont le nombre est passé de 50 158 en 1998 à 45 956 en 1999, explique la diminution de presque 3% de la masse salariale, malgré une augmentation des salaires de 28% en moyenne, accordée à partir du mois de mars. Les paiements différés pour liquidation et les augmentations ajournées dans certains ministères n'ont été effectués qu'au premier trimestre de l'année fiscale en cours, ce qui expliquerait dans une certaine mesure l'augmentation du déficit en octobre-décembre de 1999.

Malgré l'augmentation du déficit fiscal, les objectifs fixés avec le FMI dans le cadre du *Shadow Program* ont été atteints; le financement global de 1 090 millions de gourdes, représentant 1,6% du PIB, a été 5% inférieur à celui convenu avec le FMI. En ce qui concerne les dons externes —prêts concessionnels— destinés au secteur public, ceux-ci ont diminué de 645 à 115 millions de gourdes entre 1998 et 1999, alors que les paiements nets effectués par les autorités nationales au titre de la dette externe (en augmentation de 20% par rapport à 1998) n'ont pas été compensés par de nouvelles recettes de capital, faisant apparaître un solde négatif net de 581 millions de gourdes.

La promesse d'aide budgétaire de la part de l'Union européenne (21 millions de dollars) a été annulée, étant conditionnée à des objectifs politiques non atteints au moment voulu (loi électorale, conseil électoral et calendrier électoral). A cet égard, il faut également tenir compte des dépenses additionnelles occasionnées par le cyclone Georges et le financement du processus électoral, qui ont représenté environ 6% des dépenses totales.

En cette nouvelle année fiscale (1999-2000) le crédit net (819,5 millions de gourdes) de la BRH au gouvernement, accumulé au premier

trimestre (octobre-décembre 1999), a déjà presque atteint les montants programmés pour toute l'année fiscale (1 100 millions de gourdes). Cette situation a conduit à la signature d'un protocole d'accord des dépenses (*cash management*) entre le Ministère de l'Economie et des Finances et la BRH, par lequel le premier s'engage à ce que ses décaissements ne dépassent pas ses revenus mensuels, et à une stricte supervision des dépenses (en particulier celles du compte courant et des engagements de personnel). L'augmentation des subsides de l'Etat face à l'élévation de la facture pétrolière —à la suite de la hausse du prix des carburants sur le marché international— non encore reflétée sur les prix internes de vente du combustible représente un facteur non négligeable dans ce nouveau contexte.

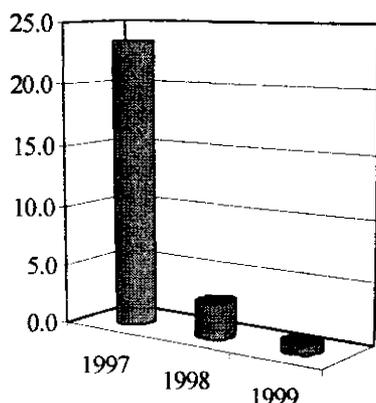
b) La politique monétaire

Afin de contrôler le taux d'inflation, les autorités ont maintenu une politique monétaire restrictive. Les indicateurs de financement, tant au secteur public que du crédit privé, montrent que les résultats ont dépassé dans l'ensemble les prévisions accordées avec le FMI. Cependant, l'évolution de divers indicateurs révèle que les mécanismes appliqués ont été insuffisants. La monnaie au sens strict —M1— a augmenté d'environ 18%, dans une économie où la progression du PIB nominal a été de 13%. La pression inflationniste du côté de l'offre monétaire, qui s'est maintenue stable au deuxième trimestre de l'année fiscale après une hausse de 4,9% en moyenne au premier trimestre, a cependant repris à partir du troisième et quatrième trimestre en raison de facteurs saisonniers.

L'offre de crédit demeure limitée en raison des taux de réserves obligatoires (26,5% et 12,5% sur les passifs en monnaie nationale et en dollars, respectivement) et les taux sur les prêts se sont maintenus stables (22,5% et 12,5% en monnaie nationale et en dollars, respectivement). Le taux d'intérêt équivalent en dollars a été de 9,5% alors que les taux sur les dépôts ont été pratiquement nuls, ce qui explique amplement la préférence marquée du public pour la devise étrangère. Les taux sur les dépôts ont diminué de 14,8% à 6,8% (dépôts en gourdes) alors que

ceux en dollars sont passés de 7% à 6,5%. Cela a impliqué un différentiel en hausse et une préférence marquée pour les valeurs de l'Etat (bons BRH, dont l'encours a plus que doublé) avec des taux attractifs, entre 6,8% et 10,3% à la fin de l'année fiscale.

Graphique 3
LE CRÉDIT AU SECTEUR PRIVÉ STAGNE VU
LA RESTRICTION MONÉTAIRE
(Taux réels de croissance)



Le processus de dollarisation de l'économie semble s'être accentué. Les dépôts en dollars ont progressivement augmenté jusqu'à atteindre presque 32% du total des dépôts (29% en 1998), alors que l'octroi de crédits en dollars⁵ qui représentait moins d'un tiers du crédit total en 1998 est passé à plus de 40% en septembre de 1999. Conjointement, cependant, les demandes de prêts dans cette devise enregistrent une augmentation de 33%, et viennent à représenter environ 40% du total des crédits octroyés par le système bancaire, encouragés par un différentiel des taux nettement en faveur de la devise américaine (12,5% contre 22,5% en gourdes) et par la grande stabilité du marché des changes (l'appréciation de la gourde a été de 1,2% et 6,7% en moyenne, en termes nominaux et réels, respectivement, par rapport à l'année 1998).

Pendant le présent exercice fiscal (1999-2000) l'offre monétaire au sens large (M3) —comprenant les dépôts en dollars— enregistrait dès le mois de janvier du 2000 une augmentation de 9% contre 6% au cours de la même période l'année précédente, augmentation attribuable en grande partie à un accroissement de 15% des dépôts en dollars. Le crédit intérieur

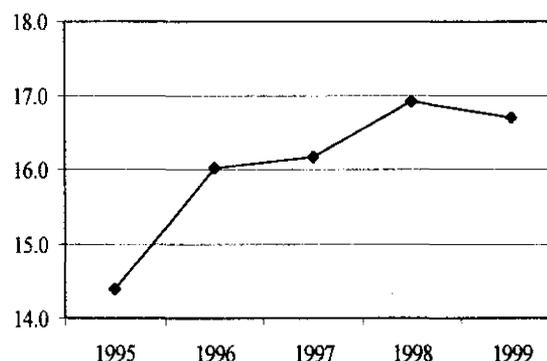
net révèle une tendance à la hausse (8%) pendant ce laps, alors qu'il n'avait augmenté que de 3% l'année précédente.

c) La politique de change

Pendant presque toute l'année fiscale la parité gourde-dollar (16,7 en moyenne) s'est maintenue stable, accusant de légères hausses en novembre 1998, février et septembre 1999. Ce comportement est remarquable si l'on considère la diminution de l'apport de devises au pays par les voies traditionnelles de l'assistance externe, pratiquement nulle, et le comportement modeste des exportations. Le glissement moyen mensuel a été de 0,4% et l'intervention de la BRH sur le marché des changes, de routine (achat de devises pour acquitter les obligations de l'Etat et éviter les diminutions de ses réserves). Pendant l'exercice, les achats et ventes de devises se sont élevés à 46,1 et 13,3 millions de gourdes, ce qui a permis une augmentation des réserves nettes de la BRH.

A partir du mois de mars on a observé une

Graphique 4
LE TAUX DE CHANGE DEMEURE STABLE
(Gourdes pour 1 dollar)



appréciation de la gourde, qui s'est maintenue jusqu'à l'avant dernier mois de l'exercice fiscal. Cependant cette tendance s'est modifiée à partir du mois de septembre et le premier semestre de l'exercice 1999-2000 a enregistré une dépréciation moyenne de 2,4% au mois de février. La BRH s'est vue contrainte à des interventions successives, en particulier pendant le mois de janvier avec la vente de 10 millions

de dollars, montant très supérieur à ce qui avait été accumulé pendant tout l'exercice précédent.

Il est manifeste que dans ce domaine également l'incertitude de la conjoncture politique affecte de façon très défavorable les attentes des agents économiques privés. Au mois de février on enregistrait une dévaluation de la gourde d'environ 11% par rapport à octobre de 1999.

d) Les réformes structurelles

Dans le cadre des réformes structurelles du secteur public, la privatisation de l'entreprise Ciment d'Haïti, approuvée en mai, s'est réalisée avec la vente de 65% du capital à un consortium privé mixte haïtien-suisse-colombien.

La baisse de l'emploi public (réduction de 8%) pendant l'exercice fiscal de 1999 fait apparaître un total de 6 398 fonctionnaires recourant au programme de retraite volontaire ou anticipée et à d'autres modalités. Cette diminution porte le nombre des employés de l'administration publique à 45 956 (contre 50 158 en 1998).

L'assainissement de la Banque Nationale de Crédit, principal agent bancaire du gouvernement, depuis le deuxième trimestre de l'année fiscale 1999, a été entrepris et la réduction de personnel a commencé au mois de novembre avec la suppression d'environ les deux tiers du personnel concerné. Les processus de privatisation des secteurs du téléphone (TELECO), électricité (EDH) ainsi que ports

(APN) et aéroports (AAN) sont en attente.⁶ D'autres réformes se sont vues également entravées par l'immobilisation législative.

Le protocole d'accord entre la BRH et le Ministère de l'Economie et des Finances (MEF), sur "la politique économique et financière pour l'année fiscale 1999-2000", sous la supervision du FMI, à l'étude depuis novembre 1999, est toujours en attente de ratification. Ce protocole devrait établir, entre autres, les projets à réaliser en matière de réforme structurelle pendant le présent exercice et les indicateurs de résultats (*benchmarks*) correspondants.

Cependant, la mise en marche en février 2000 d'un protocole de *cash management* entre les deux premières institutions semble indiquer la décision de l'exécutif de se soumettre à une stricte supervision de la BRH en ce qui concerne les dépenses publiques et à un suivi permanent des résultats et évolution en la matière.

De récentes déclarations des autorités nationales laissent prévoir un prochain accord de gestion privée de l'entreprise publique Autorité Portuaire Nationale (APN). Cependant, dans le cas des entreprises de téléphone (TELECO) et de l'aéroport (AAN), bien que les études techniques aient déjà été réalisées (avec l'aide de la Banque mondiale et de l'Agence pour le développement international des Etats-Unis d'Amérique [USAID]), on ne connaît pas les dates éventuelles de licitation ni les modalités d'adjudication. Dans le cas de la compagnie d'électricité (EDH) le processus de privatisation en est toujours à un stade préliminaire.

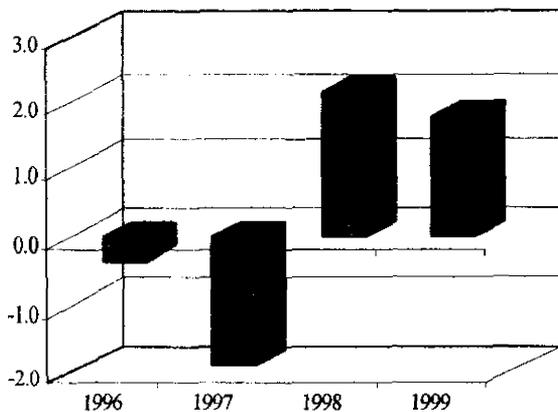
3. Évolution des principales variables

a) L'activité économique

Malgré les notoires indicateurs de stabilité macroéconomique, la faible progression du PIB (2,3%) et de l'investissement (4%) sont des signes préoccupants non seulement en raison de leur insuffisance pour satisfaire les nécessités urgentes du pays, mais également parce qu'ils sont encore inférieurs aux résultats obtenus les années précédentes.

Dans le secteur agricole —de loin le plus important de l'activité nationale, tant en matière de valeur ajoutée à laquelle il contribue pour 27%, que d'emploi, étant donné que presque 60% de la population économiquement active (PEA) habite en milieu rural— on enregistre une stagnation virtuelle (1,8%) et les progrès réalisés dans le cadre de la réforme agraire semblent encore assez fragiles. Le bilan total des réformes dans ce domaine montre qu'environ

Graphique 5
SECTEUR AGRICOLE EN STAGNATION
(Taux de croissance)



2 000 hectares de terres propriété de l'Etat ont été redistribuées à près de 4 000 agriculteurs.

Par ailleurs, l'entrée massive de produits agricoles d'importation sur le marché local, à la suite de l'ouverture commerciale indiscriminée en 1995, a eu des effets adverses sur la production agricole nationale. Dans le programme du gouvernement du mois de février 1999, les autorités ont reconnu que les attentes d'ouverture de la communauté internationale avaient été dépassées. Pareillement, des études sectorielles indiquent qu'au lieu de favoriser une baisse sensible des prix à la consommation des produits agricoles, le monopole qui existe dans le secteur importateur, a surtout provoqué une augmentation des marges de bénéfice.⁸

Les chiffres relatifs à la production agricole, bien qu'ils doivent être considérés avec une certaine réserve étant donné la déficience chronique des statistiques en la matière, révèlent également un accroissement insuffisant, y compris des produits d'exportation (café et cacao). Dans ces deux derniers cas, la chute des prix internationaux de 23% et 32%, respectivement, n'a pas contribué à promouvoir une plus grande production. Quant aux produits agricoles de consommation interne, bien que le riz et le maïs —d'importance vitale dans l'alimentation— semblent avoir effectivement enregistré une légère reprise, l'autosuffisance alimentaire est loin d'être atteinte. Plus d'un tiers (36%) de la facture des importations est composée de produits alimentaires, qui représentent dans l'ensemble plus de 90% des exportations totales de biens, alors que les niveaux souhaitables en

matière de sécurité alimentaire correspondent à des coefficients de l'ordre de 15%. Les programmes d'assistance dans ce domaine (comme le PL-480 de l'USAID) contribuent également à prolonger cette situation, même si dans certains cas ils agissent en stabilisateurs des prix.

La production de l'élevage, oeufs et poules en particulier, s'est notablement détériorée pendant la période de l'embargo (1991-1994) et la situation n'a pas pu être redressée depuis. L'approvisionnement du marché local dépend pour presque 50% d'importations en provenance en particulier des Etats-Unis et de la République Dominicaine voisine.

L'évolution des activités par secteur indique des tendances décroissantes, à l'exception des secteurs transport, stockage et communications (14,2%), électricité, gaz et eau (1,9%) et industrie d'extraction (6,9%). Presque toutes les autres activités indiquent une croissance toujours inférieure à celle de l'année précédente. Dans le cas des communications, ce dynamisme est dû principalement aux investissements réalisés par deux compagnies nouvelles de téléphonie cellulaire (HAITEL et COMCEL) qui se sont implantées dans le pays pendant l'année fiscale, toutes deux avec des investissements mixtes américains-haïtiens, la première avec un investissement de MCI et la seconde avec Western Wireless. L'entreprise publique TELECO, avec l'apport de capital privé national, a également créé une nouvelle entreprise —RECTEL— pour concurrencer sur ce marché.

Pour sa part, le secteur des transports s'est bénéficié d'un investissement du secteur public consistant en l'achat de 150 autobus —près de 7 millions de dollars— mis en service après accord passé avec une fédération syndicale de chauffeurs.

Le taux de croissance de la construction s'est réduit de 9,3% à seulement 7,8%. Etant donné que le total du niveau de l'investissement de l'économie a enregistré une croissance d'à peine 4% et que ce secteur est fortement lié aux activités d'infrastructure du secteur public, cela indiquerait une réduction encore plus grande de la construction privée.

L'industrie manufacturière, malgré la reprise de la sous-traitance —avec une

augmentation nominale de ses exportations de 30%— reflète un dynamisme modeste (1,4%) qui est incapable de surmonter la pénétration indiscriminée des produits d'importation et les difficultés d'infrastructure auxquelles elle se heurte, ainsi que le coût prohibitif du crédit interne (taux réels de l'ordre de 14%). Excepté les boissons (3,7%) et les minéraux non métalliques (9,4%), la valeur ajoutée des autres sous-secteurs indique une croissance végétative.

Afin de suppléer la carence chronique de statistiques sur le secteur réel de l'économie, l'Institut haïtien des statistiques et d'informatique (IHSI) a préparé en 1999 une enquête industrielle sur la zone métropolitaine de Port-au-Prince. Bien que les résultats préliminaires, récemment publiés en janvier de cette année, fournissent les indicateurs de l'année fiscale 1998, il est utile d'en signaler quelques-uns étant donné le manque de renseignements sur ce secteur. L'enquête a couvert un total de 265 entreprises dans le secteur, avec une population occupée de près de 26 000 travailleurs. Elle montre que le salaire moyen est d'environ 56 gourdes par jour (soit presque le double du salaire minimum en vigueur).

Dans le secteur électrique on observe une stagnation virtuelle en termes de production brute (1%), ce qui confirme le déficit chronique dans ce domaine, dont les effets négatifs sur l'activité commerciale et industrielle en particulier se traduisent par une diminution de 3,5% de la consommation totale. La facturation globale se monte à 44% de la production, alors que les pertes—techniques et non techniques—se chiffrent à près de 56%.⁹ L'entreprise publique d'électricité (EDH) enregistre en matière de clients—actifs et inactifs— un total d'approximativement 218 000 personnes, ce qui permet d'établir que le degré de couverture moyen de la population totale est de 26%.

b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

Le taux d'inflation a dépassé les perspectives atteignant 9,9% en glissement annuel, bien qu'il se soit maintenu à un niveau moyen annuel (8,1%) inférieur à celui de l'année précédente (12,7%). Le poste des aliments, boissons et tabac a été celui de moindre croissance (3,9%), ce qui s'expliquerait par le

poids significatif de sa composante de produits de consommation importés, sur lesquels les taxes douanières sont très réduites ou nulles. Alors qu'au premier semestre le niveau de l'inflation annuelle s'est maintenu autour de 7%, au second semestre on observe une accélération (8,5%). Les rubriques particulièrement en cause ont été—à partir du mois de mai 1999— les loyers et services de base, d'une part, et transport, d'autre part.

Les autorités nationales ont accordé des augmentations de salaires sélectives (28% en moyenne) aux fonctionnaires publics à partir du mois de mars de 1999. Cependant, le salaire minimum s'est maintenu à 36 gourdes (depuis 1995), ce qui correspond à une réduction de 7,5% en termes réels.

La carence de statistiques sur les chiffres de l'emploi est notoire. Cependant, les estimations les plus récentes évaluent le taux de chômage à environ 55%.¹⁰ Dans une économie quasi paralysée, au niveau d'investissement moyen qui est encore inférieur à ceux de la décade des années quatre-vingts, et avec une offre d'emploi réduite dans les secteurs formels—l'emploi formel couvre moins de 10% de la PEA—, les seules activités indiquant une croissance, en termes de tendances d'absorption de la main-d'oeuvre, sont de caractère informel. La population occupée (environ 2,7 millions d'habitants) est encore concentrée en majorité dans le secteur agricole, où cependant les conditions sont chaque fois plus précaires : faible productivité, forte concurrence des produits importés et prix agricoles non rémunérateurs.

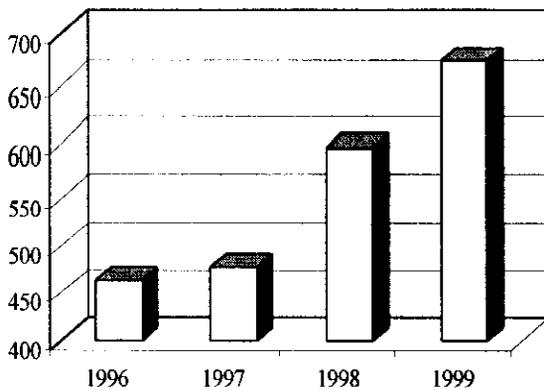
Bien qu'ayant connu une reprise de ses exportations, le secteur de la sous-traitance semblerait avoir réduit sa capacité de créer des emplois. Une enquête préliminaire¹¹ révèle une tendance à la baisse, plus marquée dans les branches textiles en particulier.

c) Le secteur externe

Au cours des premiers mois de l'année 2000 la BRH a révisé les chiffres de la balance des paiements et corrigé de façon substantielle les années 1998 et 1999. On observe une épargne externe négative (c'est-à-dire un financement net

à l'extérieur) de 43 et 2 millions de dollars, respectivement. Le poste des transferts courants (597 et 672 millions de dollars), comprenant les dons officiels et les transferts privés, ainsi que la rubrique des erreurs et omissions, ont été ceux de plus grand ajustement. Les chiffres des dons sont similaires à ceux que présentent d'autres institutions, mais les estimations des transferts privés sembleraient être surévaluées. En effet, l'année fiscale 1999 indique un accroissement de près de 70% des transferts privés, difficilement explicable par la prospérité de l'économie américaine et des transferts plus importants à la suite du passage du cyclone Georges.

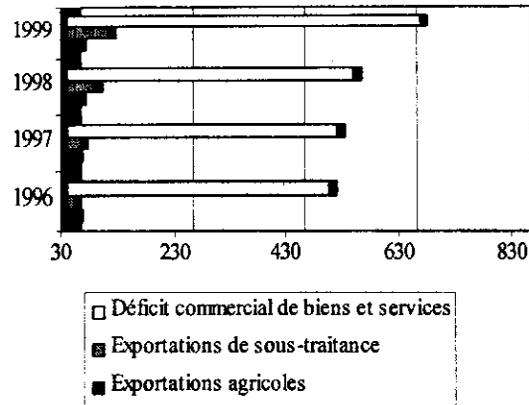
Graphique 6
LES TRANSFERTS PRIVÉS SOUTIENNENT
L'ÉCONOMIE
(Millions de dollars)



Le déficit de la balance commerciale des biens s'est élevé à environ 400 millions de dollars, résultant d'une augmentation de 18% des exportations et d'une hausse de 14% des importations. La composante la plus dynamique a été l'industrie de sous-traitance (29%) alors que le café et le cacao ont accusé des diminutions de près de 17% et 41%, respectivement. Les prix internationaux de ces deux produits ont subi de fortes baisses : dans le cas du café presque 23%, et 32% pour le cacao pendant 1999.

La facture des importations de denrées alimentaires a augmenté de 21% et représente environ un tiers des importations totales du pays. Cependant l'augmentation des transferts unilatéraux externes (13%) a compensé de loin l'augmentation du déficit commercial de biens (11%).

Graphique 7
DÉFICIT COMMERCIAL CROISSANT... ET
INCAPACITÉ DES SECTEURS AGRICOLE ET
DE SOUS-TRAITANCE À RÉDUIRE LA BRÈCHE
(Millions de dollars)



Par contre, les importations de dérivés du pétrole¹², qui représentent 7% des importations du pays, ont diminué par rapport à l'année précédente. Néanmoins, les hausses de prix sur le marché international, à partir du troisième trimestre de 1999, ont eu une répercussion significative sur les décaissements pour ce concept : alors que le volume des dérivés importés augmentait de 23% par rapport au trimestre précédent, leur valeur croissait d'environ 63%. La situation ultérieure des prix internationaux —en janvier du 2000 les prix¹³ avaient déjà augmenté de 8% par rapport à leur niveau du mois de septembre 1999— laissait présager d'importantes dépenses en devises pendant le présent exercice fiscal.

Malgré cela la chute des termes de l'échange (-4,7%) a été ralentie grâce à la diminution du prix de diverses denrées alimentaires (blé, huiles) sur le marché international et à l'augmentation très marginale des prix du riz (0,7%).

L'augmentation de 16% des avoirs de réserves (33,6 millions de dollars) contraste avec une diminution de près de 40% de l'accumulation des réserves nettes dans leur ensemble par rapport à l'année précédente, en raison d'un moindre financement de la part du FMI.

Le solde net de la dette externe (1 166 millions de dollars) a été à peine 6% supérieur à celui de l'année précédente. Les nouveaux décaissements pendant la période ont atteint 105 millions de dollars, dont la majorité (60%) s'explique par une injection de ressources

concedées par la BID sur la base d'engagements de paiements déjà signés au moment de la vacance législative. Il est à souligner à ce sujet que cet organisme a approuvé à ce jour des prêts et des projets pour environ 264 millions de dollars, en attente de ratification et approbation par un nouvel organe législatif. A la demande des autorités nationales, le FMI a apporté en novembre de 1998 un montant de 24 millions de dollars, dans

le cadre d'un programme d'aide d'urgence destiné à atténuer les effets du cyclone Georges sur la balance des paiements.

Les autorités ont couvert les services de la dette externe pour environ 55 millions de dollars, chiffre très supérieur à celui de 1998 (35 millions de dollars), tant en sa composante multilatérale (environ 65% avec la BID, USAID, FMI) que bilatérale (20% entre la France et l'Italie).

NOTES

¹ La période analysée se réfère à l'année fiscale 1998-1999, qui a commencé en octobre 1998 et terminé en septembre 1999.

² Ajournement des élections législatives prévues en mars, pression de la communauté internationale —en particulier l'Union européenne et les Etats-Unis—, confrontation interne répétée entre l'exécutif, les partis politiques et les autorités électorales, entre autres facteurs.

³ Devant les difficultés institutionnelles, ce système a substitué les accords de *Enhanced Structural Adjustment Finance* (ESAF), signés en 1997 avec le FMI.

⁴ Equivalant à l'impôt sur la valeur ajoutée (IVA).

⁵ Leur participation dans les dépôts en devises est d'environ 62%. Ce taux représente un facteur de risque considérable pour la stabilité du système bancaire en ce qui concerne la solvabilité potentielle de ses débiteurs, ce qui pourrait requérir des mesures de prudence de la part des autorités monétaires afin d'établir un plafond pour ce coefficient, surtout dans une économie où les sources nettes de devises, tout au moins celles d'origine légale, ont diminué pendant la période. Il a été mentionné systématiquement que les opérations liées au trafic de la drogue injectent des sommes substantielles en dollars dans l'économie nationale, et que leur rôle de "stabilisateur" de la monnaie nationale n'est pas négligeable. L'opération conjointe *Colombus* des gouvernements d'Haïti, Etats-Unis et République Dominicaine en octobre 1999, contre le trafic de la drogue, a provoqué, au dire de beaucoup, une forte pression sur la gourde, reflétée dans sa dépréciation ultérieure.

⁶ Cependant, la participation de deux entreprises privées de téléphonie (HAITEL et COMCEL), associées à un capital américain, représente une libéralisation de facto du secteur.

⁷ Selon les estimations de CELADE (1999), "Amérique latine : population économiquement active 1980-2025", Bulletin démographique No. 64, juillet.

⁸ Voir IRAM-Groupe Croissance (1998), La tarification des principaux produits agricoles en République d'Haïti, juin.

⁹ Voir PNUD (2000), Bilan commun pour Haïti : GER-Infrastructure ; rapporteur : Paul R. Latortue, février.

¹⁰ Voir PNUD (1999), Bilan commun pour Haïti : Emplois et revenus en Haïti en 1999 : un diagnostic ; rapporteur : Paul Duret, Décembre.

¹¹ Chiffres inédits du Ministère du Commerce et de l'Industrie.

¹² On n'enregistre pas d'importations de brut, étant donné que le pays ne dispose pas de raffineries.

¹³ Prix de l'essence "US Gulf Coast".

Annexe statistique

Tableau I

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES a/

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 b/	1999 b/
Taux de variation									
Croissance et investissement									
Produit intérieur brut	0.2	-13.2	-2.4	-8.3	4.4	2.7	1.4	3.1	2.3
Produit intérieur brut par habitant	-1.8	-14.8	-4.2	-9.9	2.6	0.8	-0.4	1.2	0.5
Produit intérieur brut (millions de gourdes)	14 190	15 020	19 894	30 936	35 265	42 744	51 578	59 055	66 442
Déflecteur du PIB (1976 = 100)	265.6	323.8	439.6	745.4	813.6	960.4	1 142.4	1 269.2	1 395.3
Revenu national brut à prix de marché c/	-0.9	-13.7	-0.5	-7.8	30.4	-1.5	1.9	7.5	4.2
Produit intérieur brut sectoriel									
Biens	-2.8	-14.1	-5.7	-9.9	-0.7	3.7	1.6	4.1	3.3
Services de base	-7.4	-12.1	-2.4	-13.2	13.1	5.3	-0.1	1.4	10.5
Autres services	3.1	-11.0	1.0	-4.6	7.3	1.1	0.6	1.9	0.3
Points de pourcentage									
Décomposition du taux de variation du PIB	0.2	-13.2	-2.4	-8.3	4.4	2.7	1.4	3.1	2.3
Consommation	-1.0	-5.3	0.8	-11.8	16.7	0.5	1.5	0.9	5.1
Publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Investissement	-0.5	-5.5	-0.7	-0.6	8.1	-0.3	-0.2	1.1	0.6
Exportations	4.7	-11.3	0.8	-2.5	8.1	0.8	4.4	5.4	3.4
Importations (-)	3.0	-8.9	3.3	-6.7	28.4	-1.6	4.2	4.4	6.8
Pourcentage du PIB c/									
Investissement brut interne	14.5	10.0	9.5	9.6	17.4	16.7	16.3	16.9	17.2
Épargne nationale	12.7	6.8	4.0	10.8	15.7	13.5	12.9	19.8	17.3
Épargne externe	1.8	3.3	5.5	-1.2	1.7	3.2	3.4	-2.8	-0.1
Emploi et salaires									
Salaires minimum réel (indices 1996 = 100)	121.1	115.9	89.3	64.1	120.6	100.0	86.1	76.4	70.6
Taux de variation									
Prix (septembre-septembre)									
Indice général des prix à la consommation	...	18.4	37.9	51.1	17.3	17.0	17.0	8.2	9.9
Secteur externe									
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1990 = 100)	84.0	79.8	80.8	83.1	85.9	77.8	81.4	83.0	79.1
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	7.6	9.1	12.4	14.7	14.4	16.0	16.2	16.9	16.7
Indice du taux de change ajusté (1990 = 100)	93.5	100.6	109.1	95.1	74.9	71.1	63.3	59.6	55.7
Millions de dollars									
Balance des paiements d/									
Compte courant	-29.6	-41.7	-68.2	13.9	-22.4	-45.6	-47.6	42.9	1.6
Solde commercial	-233.5	-184.1	-226.9	-141.3	-544.7	-497.4	-511.9	-542.0	-658.1
Exportations des biens et services e/	341.0	147.9	163.2	139.2	257.0	329.8	379.1	479.3	516.1
Importations des biens et services e/	574.5	332.0	390.1	280.5	801.7	827.2	891.1	1 021.3	1 174.3
Compte d'opérations financières	35.6	-51.3	-110.4	-53.1	137.5	71.9	60.8	187.8	58.9
Variation des réserves internationales	-28.5	27.8	41.2	32.9	-185.4	46.6	-30.4	-34.5	-21.4

/A suivre

Tableau 1 (Conclusion)

	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 b/	1999 b/
Pourcentages									
Dette externe									
Encours de la dette externe (% du PIB) f/	43.4	52.9	54.1	41.7	36.6	34.3	32.1	31.5	29.3
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	7.7	5.5	7.9	6.1	10.4	3.1	3.2	2.0	2.2
Pourcentage du PIB									
Gouvernement central g/									
Recettes courantes	9.5	6.1	5.5	2.6	6.4	7.5	9.2	8.9	9.1
Dépenses courantes	12.0	11.6	8.4	5.7	10.9	9.3	9.9	9.3	9.7
Épargne ou déficit courant (-)	-2.5	-5.5	-2.9	-3.1	-4.5	-1.8	-0.7	-0.4	-0.5
Dépenses de capital	1.2	0.7	0.6	0.2	0.8	0.3	1.4	2.1	2.2
Déficit fiscal	-3.1	-4.7	-3.2	-3.3	-4.8	-1.6	-2.0	-2.4	-2.5
Financement interne	2.2	4.6	3.2	3.3	-2.0	1.4	1.1	2.0	3.2
Financement externe	1.0	0.1	0.1	0.0	6.7	0.2	0.8	0.4	-0.7
Taux de variation									
Monnaie et crédit									
Solde monétaire du système bancaire	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	6.0	18.0	12.2	17.7
Réserves nettes de change	593.3	55.6	127.1	44.3	245.9	-9.3	17.6	12.2	9.5
Crédit intérieur net	3.6	26.4	26.4	27.9	-2.1	13.2	18.1	12.2	20.8
Au secteur public	-3.2	24.5	30.8	25.2	-8.9	19.7	-5.0	2.2	28.9
Au secteur privé	6.7	4.5	40.0	8.7	59.2	17.0	43.4	16.0	9.0
Monnaie (M1)	5.1	24.8	26.7	21.1	25.9	0.6	11.8	3.4	17.5
Épargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	14.0	28.5	35.1	25.8	8.5	1.9	16.3	12.6	12.5
M2	9.7	26.8	31.3	23.8	15.9	1.3	14.2	8.5	14.7
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	4433.3	211.4	119.0	281.3	181.6	33.3	34.3	26.0	27.4
Liquidité étendue (M3)	10.3	27.9	32.5	29.6	27.0	6.0	18.0	12.2	17.7
Taux annuels									
Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)									
Taux sur les dépôts	-1.7	-10.2	-22.8	-23.2	-14.4	-6.7	-4.9	2.8	0.0
Taux sur les prêts	-0.3	-1.7	-15.7	-16.9	-6.5	6.0	4.6	12.5	13.9
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/	3.0	-10.2	-22.8	-11.0	9.6	-0.8	5.9	12.9	9.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1990.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du *V Manuel de la balance des paiements* du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

	1997				1998 b/				1999 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois)	15.0	15.7	16.6	17.3	16.1	14.5	11.9	9.0	7.6	7.7	7.7	9.3
Taux de change réel (indices 1996 = 100)	88.0	90.8	90.8	87.3	77.4	80.5	82.5	81.3	79.3	79.3	77.8	77.0
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-3.4	-4.5	-6.0	-4.9	-4.7	-2.0	1.8	5.4	3.4	0.2	-0.7	-2.9
Sur les prêts d/	8.2	4.7	3.3	3.3	6.0	7.7	10.8	13.6	14.5	13.7	14.4	12.8
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	6.3	0.5	3.2	1.4	12.1	-8.1	-9.3	10.8	4.9	-0.9	3.7	8.9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ A termes de 6 mois.

d/ Prêts en gourdes.

Tableau 3

HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

	Millions de gourdes de 1990						Composition (pourcentage)				Taux de croissance			
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1990	1997	1998 a/	1999 a/	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Offre totale	11 859	15 205	15 316	15 928	16 758	17 800	121.7	143.9	146.9	152.4	0.7	4.0	5.2	6.2
Produit intérieur brut aux prix du marché	10 177	10 629	10 914	11 072	11 410	11 678	100.0	100.0	100.0	100.0	2.7	1.4	3.1	2.3
Importations de biens et services	1 682	4 576	4 401	4 856	5 348	6 122	21.7	43.9	46.9	52.4	-3.8	10.3	10.1	14.5
Demande totale	11 859	15 205	15 316	15 928	16 758	17 800	121.7	143.9	146.9	152.4	0.7	4.0	5.2	6.2
Demande intérieure	10 549	13 072	13 095	13 227	13 456	14 115	103.5	119.5	117.9	120.9	0.2	1.0	1.7	4.9
Formation brute de capital fixe	927	1 750	1 722	1 696	1 821	1 894	14.3	15.3	16.0	16.2	-1.6	-1.5	7.4	4.0
Consommation totale	9 622	11 322	11 373	11 531	11 635	12 221	89.2	104.1	102.0	104.7	0.5	1.4	0.9	5.0
Publique	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Privée	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Exportations de biens et services	1 310	2 134	2 221	2 701	3 302	3 684	18.1	24.4	28.9	31.5	4.1	21.6	22.3	11.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

HAÏTI: PRODUIT INTERIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX
SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1990					Composition (pourcentage)				Taux de croissance			
	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1990	1997	1998 a/	1999 a/	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Produit intérieur brut	10 629	10 914	11 072	11 410	11 668	100.0	100.0	100.0	100.0	2.7	1.4	3.1	2.3
Total partiel biens	4 852	5 030	5 110	5 319	5 495	52.7	46.2	46.6	47.1	3.7	1.6	4.1	3.3
Agriculture b/	3 087	3 077	3 018	3 083	3 138	31.7	27.3	27.0	26.9	-0.3	-1.9	2.1	1.8
Industrie d'extraction	18	19	21	23	24	0.1	0.2	0.2	0.2	-9.8	10.5	6.1	6.9
Industrie manufacturière	771	789	795	819	831	15.1	7.2	7.2	7.1	2.3	0.7	3.1	1.4
Construction	977	1 145	1 276	1 394	1 503	5.8	11.5	12.2	12.9	17.2	11.5	9.3	7.8
Total partiel services de base	323	340	339	344	380	3.2	3.1	3.0	3.3	5.3	-0.1	1.4	10.5
Electricité, gaz et eau	94	105	103	103	105	1.1	0.9	0.9	0.9	11.2	-1.9	0.8	1.9
Transport, stockage et communications	229	235	237	241	275	2.1	2.1	2.1	2.4	2.9	0.6	1.7	14.2
Total partiel services divers	4 656	4 708	4 737	4 828	4 844	37.6	42.8	42.3	41.5	1.1	0.6	1.9	0.3
Commerce	1 465	1 472	1 484	1 527	1 561	16.9	13.4	13.4	13.4	0.5	0.8	2.9	2.2
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	842	860	877	898	918	5.4	7.9	7.9	7.9	2.2	1.9	2.5	2.2
Propriété immobilière	818	835	850	871	889	5.3	7.7	7.6	7.6	2.1	1.8	2.4	2.1
Services communaux, sociaux et personnels	2 349	2 376	2 377	2 402	2 377	15.2	21.5	21.1	20.4	1.1	0.0	1.1	-1.1
Gouvernement d/	1 836	1 857	1 855	1 876	1 844	11.6	16.8	16.4	15.8	1.2	-0.1	1.1	-1.7
Ajustement e/	799	837	885	918	948	6.5	8.0	8.0	8.1	4.8	5.7	3.8	3.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands".

d/ Correspond aux "services non marchands".

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ÉLEVAGE

	Milliers de tonnes						Taux de croissance				
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Principales cultures											
D'exportation											
Café	21.4	29.0	27.0	27.0	27.2	28.0	35.8	-6.9	0.0	0.7	2.9
Cacao	4.8	4.8	4.2	4.2	4.5	4.5	1.5	-13.3	0.0	7.1	0.0
De consommation interne											
Riz	99.9	88.7	96.0	160.0	101.3	102.0	-11.2	8.2	66.7	-36.7	0.7
Maïs	189.5	181.7	204.0	250.0	206.1	215.0	-4.1	12.3	22.5	-17.6	4.3
Millet	148.2	155.1	98.0	130.0	128.6	129.7	4.7	-36.8	32.7	-1.1	0.9
Haricots	73.1	71.1	49.0	50.0	35.1	35.5	-2.7	-31.1	2.0	-29.8	1.1
Bananes	361.7	319.3	270.0	250.0	287.7	290.0	-11.7	-15.4	-7.4	15.1	0.8
Canne à sucre	849.9	526.6	...	1 100.0	1 000.1	1 000.1	-38.0	...	...	-9.1	0.0
Indicateurs de l'élevage											
Viande (total)	96.8	95.0	...	...	...	...	-1.9	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par le Ministère de l'agriculture, des ressources naturelles et du développement rural (MARNDR), l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), la Banque de la République d'Haïti (BRH) et estimations de la FAO.

a/ Estimations.

Tableau 6

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
	Indices 1990 = 100 b/						Taux de croissance				
Industries manufacturières	35.3	39.0	39.9	40.2	41.5	42.0	10.4	2.3	0.7	3.1	1.4
Aliments	43.1	48.6	48.8	48.9	49.8	50.5	12.7	0.5	0.1	1.9	1.4
Boissons	31.9	34.8	39.4	41.6	43.8	45.4	9.1	13.4	5.4	5.3	3.7
Tabac	70.3	73.5	74.9	70.9	71.4	71.6	4.6	1.9	-5.3	0.7	0.3
Industrie textile	65.4	68.5	72.6	74.6	77.8	79.4	4.8	6.0	2.7	4.3	2.0
Produits chimiques	90.7	106.5	99.1	97.2	98.9	97.4	17.4	-7.0	-1.9	1.7	-1.5
Minéraux non-métalliques	21.4	32.3	40.0	46.1	51.4	56.2	50.6	24.0	15.0	11.6	9.4
Minéraux métalliques	12.7	12.9	13.5	13.6	14.1	14.2	2.0	4.2	0.8	3.6	0.6
Industries diverses	26.9	30.7	31.6	31.8	33.0	33.1	13.8	3.0	0.7	3.9	0.3
Milliers de tonnes											
Production de quelques produits manufacturés importants											
Farine	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Sucre	15.0	4.6	8.1	9.1	10.0	10.0	-69.3	76.1	12.3	9.9	0.0
Saindoux	3.9	8.1	5.6	5.5	5.3	...	107.7	-30.9	-1.8	-3.6	...
Huiles comestibles	94.9	86.9	103.4	118.1	111.3	...	-8.4	19.0	14.2	-5.8	...
Boissons gazeuses c/	19.1	22.2	44.5	41.7	37.2	...	16.2	100.4	-6.3	-10.8	...
Bière d/	3.2	3.7	4.1	4.4	6.6	...	15.6	10.8	7.3	50.0	...
Cigarettes e/	3.6	3.9	4.2	4.1	4.3	...	7.2	8.8	-2.4	4.9	...
Savon de lessive	29.4	42.2	40.7	31.7	37.0	...	43.5	-3.6	-22.1	16.7	...
Savon de toilette f/	725.8	1 165.9	1 200.0	...	...	...	60.6	2.9	...	...	...
Détergents f/	823.7	877.0	1 464.0	...	...	...	6.5	66.9	...	...	...
Huiles essentielles f/	299.0	152.5	109.3	...	...	...	-49.0	-28.3	...	...	...
Ciment	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres indicateurs de la production manufacturière											
Consommation commerciale et industrielle d' électricité (millions de KWh)	39.7	77.0	104.3	126.2	143.7	137.5	94.0	35.5	21.0	13.9	-4.3
Industrie du sucre	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Industrie du ciment	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI), la Banque de la République d'Haïti (BRH) et estimations de la FAO.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres du PIB par secteur d'activité en gourdes constants de 1975-1976.

c/ Millions de litres.

d/ Millions de bouteilles.

e/ Millions de paquets de 200 cigarettes.

f/ Tonnes.

Tableau 7

HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

	Millions de kWh						Taux de croissance					
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Production	242.7	479.5	535.0	637.7	633.4	639.6	-42.0	97.6	11.6	19.2	-0.7	1.0
Consommation b/	112.1	194.1	257.3	291.7	316.3	305.3	-51.2	73.1	32.6	13.4	8.4	-3.5
Commerciale et industrielle	39.7	77.0	104.3	126.2	143.7	137.5	-51.2	94.0	35.5	21.0	13.9	-4.3
Particulière	53.8	89.3	116.6	122.0	123.3	126.0	-53.0	66.0	30.5	4.7	1.1	2.2
Autres	18.6	27.8	36.4	43.5	49.3	41.8	-44.9	49.5	31.0	19.4	13.3	-15.2
Eclairage public	7.1	10.2	12.1	13.1	13.8	...	-35.7	43.7	18.8	8.1	5.3	...
Services publics et communaux	11.5	17.6	24.3	30.4	35.5	...	-49.3	53.0	38.1	25.1	16.8	...
Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/	53.8	59.5	51.9	54.3	50.1	52.3	19.1	10.6	-12.8	4.5	-7.7	4.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.

Tableau 8

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Taux de croissance										
Exportations (fob) b/										
Valeur	79.2	-9.1	-51.0	18.3	-16.9	31.2	11.2	20.9	45.7	18.2
Quantum	37.7	12.0	-42.7	17.9	-21.5	19.3	15.3	21.0	35.6	24.7
Valeur unitaire	30.2	-18.8	-14.5	0.4	5.9	10.0	-3.6	-0.1	7.5	-5.3
Importations (fob) b/										
Valeur	70.7	-16.9	-30.3	21.6	-36.6	161.9	-3.6	12.2	14.5	14.3
Quantum	33.4	-14.0	-22.6	22.7	-38.4	145.9	-9.4	17.5	8.6	15.0
Valeur unitaire	28.0	-3.4	-10.0	-0.9	3.0	6.5	6.4	-4.5	5.4	-0.5
Termes de l'échange (fob/fob)	1.7	-16.0	-5.0	1.2	2.9	3.3	-9.4	4.6	2.0	-4.7
Indices (1995 = 100)										
Pouvoir d'achat des exportations	164.4	154.7	84.2	100.5	81.2	100.0	104.5	132.3	182.9	217.3
Quantum des exportations	141.2	158.1	90.6	106.8	83.8	100.0	115.3	139.6	189.3	236.1
Quantum des importations	80.9	69.6	53.8	66.0	40.7	100.0	90.6	106.5	115.7	133.0
Termes de l'échange (fob/fob)	116.4	97.8	92.9	94.1	96.8	100.0	90.6	94.8	96.6	92.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

	Millions de dollars						Composition (pourcentage)					Taux de croissance			
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1995	1996	1997	998 a/	999 a/	1996	1997	998 a/	1999 a/
Exportations brutes (fob)	116.5	152.8	169.9	205.5	299.4	351.9	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	11.2	20.9	45.7	17.6
Exportations nettes (fob) b/	68.9	103.8	105.0	122.9	167.7	193.7	67.9	...	59.8	56.0	55.0	1.1	17.0	36.5	15.5
Produits agricoles	26.3	55.5	42.9	43.2	50.3	49.9	36.3	25.2	21.0	16.8	14.2	-22.7	0.6	16.5	-0.8
Café	10.3	25.3	24.6	19.1	21.8	18.0	16.6	14.5	9.3	7.3	5.1	-3.0	-22.4	14.1	-17.1
Cacao	3.9	5.7	3.7	4.3	7.5	4.4	3.7	2.2	2.1	2.5	1.3	-34.3	13.6	76.5	-40.9
Sisal	1.4	0.9	0.6	0.8	2.0	4.6	0.6	0.4	0.4	0.7	1.3	-31.0	40.0	133.3	132.1
Huiles essentielles	4.3	10.7	7.0	2.9	3.7	6.5	7.0	4.1	1.4	1.2	1.8	-34.5	-57.9	26.5	74.2
Autres produits agricoles c/	6.4	12.9	7.0	16.1	15.3	16.4	8.4	4.1	7.8	5.1	4.6	-46.0	130.3	-4.5	6.7
Articles manufacturés d/	30.5	30.0	41.5	53.0	79.6	102.8	19.6	24.4	25.8	26.6	29.2	38.5	27.7	50.1	29.1
Manufactures artisanales et autres produits industriels	8.9	11.7	13.5	17.4	24.0	25.8	7.7	7.9	8.5	8.0	7.3	14.8	29.3	37.7	7.5
Ajustement pour évaluation	3.4	6.6	7.1	9.2	13.9	15.3	4.3	4.2	4.5	4.6	4.4	6.8	30.9	50.4	10.2
Ajustement pour classification	47.5	49.0	65.0	82.6	131.6	158.2	32.1	38.2	40.2	44.0	45.0	32.6	27.2	59.3	20.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Y compris les mangues.

d/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

	Millions de dollars						Composition (pourcentage)					Taux de croissance			
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Importations totales (cif)	251.6	700.2	687.9	756.2	883.9	1 010.6	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	-1.7	9.9	16.9	14.3
Produits alimentaires, boissons et tabac	68.7	218.9	228.2	218.4	243.9	296.0	31.3	33.2	28.9	27.6	29.3	4.2	-4.3	11.7	21.3
Combustibles minéraux	46.2	73.7	79.4	74.9	80.8	83.2	10.5	11.5	9.9	9.1	8.2	7.7	-5.7	7.9	2.9
Hydrocarbures	43.7	70.2	70.7	70.8	71.2	73.9	10.0	10.3	9.4	8.1	7.3	0.7	0.1	0.6	3.8
Huiles et graisses	59.9	53.4	61.0	62.8	64.0	65.6	7.6	8.9	8.3	7.2	6.5	14.2	3.0	1.9	2.5
Produits chimiques	16.5	41.0	53.8	50.2	49.7	50.3	5.9	7.8	6.6	5.6	5.0	31.1	-6.7	-1.0	1.2
Articles manufacturés b/	30.7	90.7	110.6	122.7	170.0	201.5	13.0	16.1	16.2	19.2	19.9	22.0	10.9	38.5	18.5
Machines et matériel de transport	15.5	109.0	125.0	126.8	142.1	164.8	15.6	18.2	16.8	16.1	16.3	14.7	1.4	12.0	16.0
Articles manufacturés divers c/	11.6	39.3	20.0	41.9	53.2	55.7	5.6	2.9	5.5	6.0	5.5	-49.1	109.6	27.0	4.6
Autres d/	2.5	74.1	9.9	58.6	80.3	93.5	10.6	1.4	7.7	9.1	9.3	-86.6	491.7	37.0	16.5
Importations totales brutes (fob) e/	197.5	517.2	498.6	559.6	642.4	733.6						-3.6	12.2	14.8	14.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total cif moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRÉSENTATION ANALYTIQUE)

(Millions de dollars)

	1994	1995	1996	1997 a/	1998 a/	1999 a/
I. Compte des transactions courantes	13.9	-22.4	-45.6	-47.6	42.9	1.6
Exportations de biens I.a.b	116.5	152.8	169.9	205.5	299.4	353.8
Importations de biens I.a.b	-197.5	-517.2	-498.6	-559.6	-640.7	-732.5
Solde au titre des biens	-81.0	-364.4	-328.7	-354.2	-341.4	-378.7
Services (crédit)	22.7	104.2	159.9	173.7	180.0	162.4
Transports	3.6	5.0	5.7	...	...	...
Voyages	17.6	90.2	146.7	...	...	...
Autres services	1.5	9.0	7.5	...	...	...
Services (débit)	-83.0	-284.5	-328.6	-331.5	-380.6	-441.8
Transports	-40.2	-183.0	-176.4	...	...	...
Voyages	-17.2	-34.7	-40.0	...	...	...
Autres services	-25.6	-66.8	-112.2	...	...	...
Solde au titre des biens et services	-141.3	-544.7	-497.4	-511.9	-542.0	-658.1
Revenus (crédit)	...	...	...	...	...	...
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...	...
Revenus (débit)	-8.5	-30.6	-10.7	-13.6	-11.7	-12.6
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	-8.5	-30.6	-10.7	-13.6	-10.8	-12.6
Revenu des investissements directs	...	-3.8	-0.4	-1.5	-1.4	-1.5
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-8.5	-26.8	-10.3	-12.1	-9.4	-11.1
Solde au titre des revenus	-8.5	-30.6	-10.7	-13.6	-11.7	-12.6
Transferts courants (crédit) b/	163.7	552.9	462.5	477.9	596.5	672.3
Transferts courants (débit)	...	...	...	...	...	...
Solde au titre des transferts courants	163.7	552.9	462.5	477.9	596.5	672.3
II. Compte de capital c/	...	...	...	...	...	...
III. Compte d'opérations financières c/	-53.1	137.5	71.9	60.8	187.8	58.9
Investissements directs de l'économie à l'étranger	...	...	...	...	...	...
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	-2.8	7.4	4.1	4.0	10.8	30.0
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements d/	-50.3	130.1	67.8	56.8	177.0	28.9
Autorités monétaires d/	...	...	...	...	...	...
Administrations publiques d/	-31.1	119.0	67.9	36.9	37.7	40.3
Banques d/	-6.2	-10.9	-5.0	15.9	-1.7	-3.9
Autres secteurs d/	-13.0	22.0	5.0	4.0	141.0	-7.5
Engagements des autres investissements	...	...	...	...	...	...
Autorités monétaires	...	...	...	...	...	...
Administrations publiques	...	...	...	...	...	...
Banques	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs	...	...	...	...	...	...
IV. Erreurs et omissions nettes	6.3	70.3	-72.3	17.2	-196.2	-39.1
V. Solde global	-32.9	185.5	-46.0	30.4	34.5	21.4
VI. Réserves et postes apparentes	32.9	-185.4	46.6	-30.4	-34.5	-21.4
Avoirs de réserve	-7.9	-175.6	48.6	-50.2	-29.1	-33.6
Utilisation des crédits et prêts du FMI	1.2	-6.3	-3.8	18.2	-5.3	11.5
Financements exceptionnels e/	39.6	-3.5	1.8	1.6	-0.1	0.7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI.

d/ Valeurs nettes à partir de 1993.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

HAÏTI: ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Gourdes pour 1 dollar										
Taux de change de référence b/	7.4	7.7	9.1	12.4	14.7	14.4	16.0	16.2	16.9	16.7
Indices (1996 = 100)										
1. Indices du taux de change										
Taux de change de référence	46.2	47.8	56.8	77.6	92.0	89.9	100.0	101.0	105.7	104.4
2. Indices des prix à la consommation										
a) Haïti	27.4	31.6	36.0	46.7	65.0	82.9	100.0	116.2	131.0	141.6
b) Etats-Unis	83.3	86.8	89.4	92.1	94.5	97.1	100.0	102.3	103.9	106.2
3. Indices des prix relatifs (a/b)	32.9	36.4	40.2	50.7	68.8	85.4	100.0	113.6	126.1	133.4
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)										
Taux de change de référence	140.6	131.4	141.3	153.3	133.7	105.3	100.0	88.9	83.8	78.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Fonds monétaire international (FMI)

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 b/	1999 b/
Millions de dollars										
Encours	841.0	809.0	872.5	866.3	875.1	897.6	914.3	1 024.9	1 099.9	1 165.6
Gouvernement	567.0	582.0	640.1	636.1	641.7	662.6	742.4	851.8	926.3	997.8
Entreprises publiques	274.0	227.0	232.5	230.2	233.4	238.6	171.9	173.1	173.6	167.7
Tirages	33.0	43.0	-	-	-	108.2	110.0	74.3	61.1	104.9
Service de la dette	22.9	18.0	-	-	-	63.9	26.3	33.2	35.2	54.6
Amortissements	18.0	11.0	-	-	-	36.1	16.8	19.7	23.5	35.7
Intérêts	4.9	7.0	-	-	-	27.8	9.5	13.5	11.7	18.9
Pourcentages										
Ratios de structure de la dette										
Dette publique extérieure / exportations de biens et services c/	264.5	237.2	589.9	530.9	628.8	349.2	277.2	270.3	229.5	225.8
Services / exportations de biens et services c/	7.2	5.3	-	-	-	24.9	8.0	8.8	7.3	10.6
Intérêts nets / exportations de biens et services c/ d/	7.9	7.7	5.5	7.9	6.1	10.4	3.1	3.6	2.4	2.4
Service / tirage	69.4	41.9	...	...	...	59.0	23.9	44.7	57.6	52.1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la balance des paiements.

Tableau 14

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS a/

	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 b/	1999 b/
Variation de septembre à septembre (pourcentages)								
Général	18.4	37.9	51.1	17.3	17.0	17.0	8.2	9.9
Alimentation	18.0	26.3	56.4	16.3	16.2	22.5	4.3	3.9
Variation moyenne annuelle (pourcentages)								
Général	...	29.7	39.3	27.6	20.6	16.2	12.7	8.1
Alimentation	...	23.2	39.1	27.2	19.3	18.7	14.5	1.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ A partir de chiffres d'indices des prix à base novembre 1996=100.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

	Indices (novembre de 1996 = 100)						Variation par rapport au même mois de l'année précédente					
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Indice général	59.6	76.1	91.7	106.6	120.1	129.9	39.3	27.6	20.6	16.2	12.7	8.1
Janvier	54.8	73.3	89.1	102.5	118.6	127.4	42.3	33.8	21.5	15.1	15.7	7.4
Février	55.2	75.1	89.9	103.5	118.9	128.3	39.7	36.1	19.6	15.1	14.9	7.9
Mars	56.4	76.1	90.7	106.0	119.6	129.1	10.7	34.9	19.3	16.8	12.8	8.0
Avril	59.5	76.3	92.2	107.3	121.1	130.1	34.7	28.1	20.9	16.4	12.9	7.4
Mai	61.7	77.1	93.5	109.0	122.0	131.3	37.5	24.9	21.3	16.6	11.9	7.6
Juin	63.4	78.5	94.6	110.6	122.7	132.6	38.2	23.9	20.5	16.9	10.9	8.1
Juillet	66.1	80.8	95.7	112.2	123.1	133.8	41.5	22.2	18.3	17.3	9.7	8.7
Août	71.4	81.7	96.0	112.9	123.2	134.7	49.9	14.3	17.6	17.6	9.1	9.3
Septembre	71.1	83.3	97.5	114.1	123.5	135.7	51.1	17.3	17.0	17.0	8.2	9.9
Octobre	70.5	85.6	99.0	115.5	124.2	136.7	40.6	21.4	15.7	16.7	7.5	10.1
Novembre	69.1	87.3	100.0	115.9	125.2	137.3	33.4	26.3	14.6	15.9	8.0	9.7
Décembre	71.2	88.8	101.8	117.6	126.4	138.6	32.2	24.8	14.6	15.6	7.4	9.7
Alimentation, boissons et tabac	60.3	76.7	91.5	108.5	124.2	125.9	39.1	27.2	19.3	18.7	14.5	1.3
Janvier	55.3	73.8	88.9	103.0	123.1	125.0	33.6	33.5	20.5	15.9	19.5	1.5
Février	55.6	75.6	89.5	104.1	123.4	126.3	30.5	36.1	18.4	16.3	18.5	2.3
Mars	56.8	76.9	90.4	107.0	124.1	125.4	29.6	35.3	17.7	18.3	16.0	1.0
Avril	60.5	77.2	91.7	109.9	126.3	126.9	36.1	27.6	18.8	19.9	14.9	0.5
Mai	62.7	78.1	92.9	110.6	126.9	127.0	39.0	24.6	19.0	19.1	14.7	0.1
Juin	64.2	79.3	94.1	113.7	127.0	126.3	39.6	23.6	18.7	20.8	11.7	-0.6
Juillet	67.0	81.2	95.4	116.4	127.7	127.8	42.8	21.2	17.5	22.1	9.7	0.0
Août	72.2	82.1	95.7	117.2	125.3	128.3	51.0	13.7	16.5	22.5	6.9	2.4
Septembre	71.9	83.6	97.2	119.1	124.2	129.0	56.4	16.3	16.2	22.5	4.3	3.9
Octobre	71.3	85.8	99.1	120.6	122.4	127.6	40.9	20.3	15.5	21.7	1.6	4.2
Novembre	69.4	87.4	100.0	121.1	122.9	128.2	33.1	25.8	14.5	21.1	1.5	4.3
Décembre	71.6	88.6	102.4	121.3	123.3	127.5	31.8	23.7	15.6	18.5	1.6	3.4

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 16

HAÏTI: ÉVOLUTION DES RÉMUNÉRATIONS

	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
Gourdes										
Salaire journalier minimum	15.0	15.0	15.0	15.0	15.0	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0
Salaire industriel de base	19.7	15.9	-	-	-	-	-	-	-	-
Indices (1996 = 100)										
Salaires										
Nominaux b/	41.7	41.7	41.7	41.7	41.7	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Réels c/	139.6	121.1	115.9	89.3	64.1	120.6	100.0	86.1	76.4	70.6
Taux de croissance										
Salaires										
Nominaux	...	...	-	-	-	140.0	-	-	-	-
Réels	...	-13.2	-4.3	-22.9	-28.2	88.1	-17.1	-13.9	-11.3	-7.5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique (IHSI) et de l'Association des industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ D'après le salaire journalier minimum.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Solde en fin d'année fiscale (septembre)						Taux de croissance					
	(Millions de gourdes)											
	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/	1994	1995	1996	1997	1998 a/	1999 a/
1. Réserves nettes de change b/	1 238	4 282	3 883	4 565	5 120	5 605	44.3	245.9	-9.3	17.6	12.2	9.5
2. Crédit intérieur c/	9 329	9 133	10 340	12 213	13 704	16 553	27.9	-2.1	13.2	18.1	12.2	20.8
Au secteur public	5 436	4 950	5 925	5 627	5 753	7 417	25.2	-8.9	19.7	-5.0	2.2	28.9
Gouvernement central	5 108	4 873	5 929	5 757	5 901	7 494	30.9	-4.6	21.7	-2.9	2.5	27.0
Entreprises publiques	328	77	-4	-130	-148	-77	-25.4	-76.4	-105.4	-2 992.9	-14.2	48.2
Au secteur privé	2 937	4 675	5 472	7 849	9 104	9 921	8.7	59.2	17.0	43.4	16.0	9.0
Instruments de régulation monétaire (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net)	955	-493	-1 057	-1 263	-1 152	-785	283.5	-151.6	-114.4	-19.5	8.8	31.8
3. Passifs monétaires (1+2)	10 567	13 415	14 223	16 778	18 824	22 158	29.6	27.0	6.0	18.0	12.2	17.7
Monnaie en circulation	2 843	3 130	3 070	3 355	3 516	3 990	22.4	10.1	-1.9	9.3	4.8	13.5
Dépôts à vue	1 355	2 153	2 243	2 585	2 627	3 229	18.6	58.9	4.2	15.2	1.6	22.9
Monnaie (M1)	4 198	5 284	5 314	5 940	6 143	7 218	21.1	25.9	0.6	11.8	3.4	17.5
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	5 661	6 140	6 255	7 273	8 189	9 214	25.8	8.5	1.9	16.3	12.6	12.5
Liquidité en monnaie nationale (M2)	9 859	11 423	11 569	13 213	14 332	16 433	23.8	15.9	1.3	14.2	8.5	14.7
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	707	1 992	2 654	3 566	4 492	5 725	281.3	181.6	33.3	34.3	26.0	27.4
Liquidité étendue (M3)	10 567	13 415	14 223	16 778	18 824	22 158	29.6	27.0	6.0	18.0	12.2	17.7
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)												
M1/base monétaire	0.69	0.75	0.74	0.79	0.66	0.64						
M2/base monétaire	1.61	1.62	1.62	1.75	1.54	1.45						
Ratios de liquidité												
M1/PIB	0.14	0.15	0.12	0.12	0.10	0.11						
M2/PIB	0.32	0.32	0.27	0.26	0.24	0.25						

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales. Une révision méthodologique est en cours à la BRH pour enlever ces dépôts des avoirs extérieurs de la Banque Centrale.

c/ Non-compris les créances interbancaires.

d/ Y compris comptes d'épargne.

Tableau 18

HAÏTI: RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL *a/*

	Millions de gourdes					Taux de croissance			
	1995	1996	1997	1998 b/	1999 b/	1996	1997	1998 b/	1999 b/
1. Recettes totales (1.1 + 1.2)	2 451	3 436	4 782	5 332	6 275	40.2	39.2	11.5	17.7
1.1. Recettes courantes	2 249	3 198	4 725	5 261	6 068	42.2	47.8	11.3	15.3
Directes	255	548	688	671	903	115.0	25.7	-2.6	34.6
Personnes physiques	...	...	310	369	410	...	...	19.1	11.2
Sociétés	...	...	378	302	492	...	...	-20.3	63.2
Indirectes	895	1 081	1 976	2 274	2 564	20.8	82.9	15.1	12.7
Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	389	621	1 271	1 420	1 532	59.5	104.6	11.8	7.9
Droit d'accises	506	460	705	854	1 031	-9.1	53.5	21.1	20.7
Diverses <i>c/</i>	673	1 071	1 030	1 213	1 296	59.1	-3.8	17.7	6.9
Recettes douanières	427	499	1 030	1 103	1 306	17.0	106.5	7.0	18.4
1.2. Transferts des entreprises publiques	202	238	57	71	207	18.1	-76.0	24.3	191.4
2. Dépenses courantes	3 853	3 980	5 088	5 512	6 418	3.3	27.9	8.3	16.4
Dépenses budgétaires	3 074	3 327	4 174	4 425	5 305	8.2	25.5	6.0	19.9
Rémunérations	1 233	1 948	2 226	2 825	2 750	58.0	14.3	26.9	-2.6
Dépenses de fonctionnement	1 841	1 379	1 948	1 601	2 555	-25.1	41.2	-17.8	59.6
Dépenses extra-budgétaires	779	653	914	1 087	1 113	-16.2	40.1	18.9	2.4
Subventions	348	296	260	480	369	-14.9	-12.2	84.5	-23.1
Intérêts	241	239	395	444	563	-1.0	65.2	12.5	26.8
Dettes interne	53	108	168	222	247	104.5	55.6	32.2	11.0
Dettes externe	189	131	227	222	317	-30.6	73.1	-2.0	42.7
Autres dépenses	189	118	260	163	181	-37.8	120.5	-37.2	11.1
3. Epargne ou déficit courant (1-2)	-1 604	-782	-363	-251	-350	-51.3	-53.5	-30.8	39.4
4. Dépenses de capital <i>d/</i>	278	140	709	1 239	1 488	-49.6	406.0	74.8	20.1
5. Dépenses totales (2+4)	4 131	4 120	5 797	6 751	7 906	-0.3	40.7	16.5	17.1
6. Excédent ou déficit fiscal (1-5)	-1 680	-684	-1 015	-1 419	-1 631	-59.3	48.5	39.8	14.9
7. Financement du déficit	1 680	684	1 015	1 419	1 631				
Financement extérieur net <i>e/</i>	2 377	103	423	223	-466				
Prêts externes (nets)	1 681	-252	-272	-422	-581				
Dons	696	354	695	645	115				
Financement intérieur net	-697	581	592	1 196	2 097				
Banque Centrale	-228	824	-104	618	1 090				
Autres sources de financement <i>f/</i>	-469	-243	696	579	1 008				
Ratios (pourcentages)									
Recettes totales/PIB	6.9	8.0	9.3	9.0	9.4				
Recettes courantes/PIB	6.4	7.5	9.2	8.9	9.1				
Dépenses totales/PIB	11.7	9.6	11.2	11.4	11.9				
Dépenses courantes/PIB	10.9	9.3	9.9	9.3	9.7				
Epargne courante/PIB	-4.5	-1.8	-0.7	-0.4	-0.5				
Dépenses de capital/PIB	0.8	0.3	1.4	2.1	2.2				
Déficit fiscal/PIB	-4.8	-1.6	-2.0	-2.4	-2.5				
Financement interne net/déficit	-41.5	85.0	58.3	84.3	128.6				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Jusqu'à 1996 non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe. En 1997 la rubrique "Dépenses de capital" comprend aussi les ressources externes en plus des fonds nationaux de contrepartie.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les recettes des comptes gelés durant la période de l'embargo.

d/ En 1997 chiffre non comparable aux années précédentes vu qu'il comprend des ajustements comptables qui ne traduisent pas l'investissement réel (182 millions de gourdes).

e/ Y compris les dons.

f/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.



Ce document a été élaboré par le bureau sous-régional de la Commission Economique pour l'Amérique Latine et les Caraïbes (CEPALC) au Mexique

Adresse postale: Presidente Masaryk No. 29
Col. Chapultepec Morales
México, D. F. CP 11570

Adresse Internet: cepal@un.org.mx
Bibliothèque: bib-cepal@un.org.mx

Téléphone: (+52) 5263 9600
Fax: (+52) 5531 1151

Internet: <http://www.cepal.org.mx/>